

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 07/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WIENERBERGER (EX KORAMIC)**

8 Rue du Canal  
67204 Achenheim

Références : UID257090/SPR/BB/ 20250417A  
Code AIOT : 0005900367

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement WIENERBERGER (EX KORAMIC) implanté Rue de la Tuilerie 25170 Lantenne-Vertière. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE.

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a également été réalisée au titre de cette action régionale. Elle a consisté à

contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tous risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WIENERBERGER (EX KORAMIC)
- Rue de la Tuilerie 25170 Lantenne-Vertière
- Code AIOT : 0005900367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de tuiles et d'accessoires. L'usine est composée d'une installation de préparation des terres, d'une ligne (UL3) dédiée à la fabrication d'accessoires, et de deux lignes (UL4 et UL5) dédiées à la fabrication de tuiles.

Le site est soumis à la Directive IED pour la fabrication de céramiques.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AR - 1
- REACH
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 29.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 18.1	Demande d'action corrective	15 jours
9	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 24.2	Demande d'action corrective	1 mois
10	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 1.2.	Sans objet
2	Installations	Arrêté Préfectoral du 30/11/2005,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques	article 27.1	
4	consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 29.7	Sans objet
5	Normes de rejets des effluents atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 2.3	Sans objet
6	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 2.1	Sans objet
7	QUALITE DES EFFLUENTS REJETES	Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 17	Sans objet
11	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
12	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
13	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
14	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
15	Produits incompatibles associés à des rétentions	Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que l'installation était globalement bien exploitée. La surveillance des rejets atmosphériques montre une conformité aux valeurs limites d'émission.

Concernant le risque incendie, l'exploitant a amélioré sa gestion des non-conformités issues des contrôles des installations électriques. Il doit continuer à travailler sur la résorption de celles-ci, notamment des anomalies les plus anciennes. L'exploitant doit également s'assurer de la disponibilité du 3e poteau incendie présent sur le site.

Concernant l'action régionale produits chimiques, la visite a montré, pour les produits contrôlés, que l'exploitant avait à sa disposition les FDS des produits et respectait les conditions de stockage. L'exploitant possède également un état des quantités maximales de matières dangereuses stockées. Il doit compléter cet état avec les quantités de matières combustibles non dangereuses. Enfin, il a été constaté lors de la visite la présence d'un fût de solvant de nettoyage stocké sans rétention, ainsi qu'une tache de déchets huileux dans le local de stockage de ces déchets. Ces non-conformités doivent être corrigées rapidement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La Société KORAMIC TUILES, dont le siège social est situé lieu-dit la Tuilerie à Lantenne-Vertière (25170), est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter les installations décrites en annexe 1 au présent arrêté sur son site d'exploitation sis sur le territoire de la commune de Lantenne-Vertière.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'évolutions des installations du point de vue des ICPE par rapport à la précédente inspection réalisée en 2022. L'exploitant a indiqué qu'il avait des projets de modernisation du site, et en particulier en vue de la décarbonation de son activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 27.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant fait effectuer par l'APAVE un contrôle annuel des installations électriques. Le dernier contrôle a eu lieu en novembre 2024. Un rapport de contrôle est fait par ligne de production. Le rapport de contrôle de la ligne de production UL5 a été examiné. Le rapport fait état de 11 remarques. L'exploitant tient un tableau de suivi des non-conformités électriques. Celles-ci sont classées par niveau de gravité. L'exploitant traite en priorité les non-conformités de niveau 1, ainsi que celles identifiées lors du contrôle fait selon le référentiel APSAD Q18. Les non-conformités traitées et en cours sont clairement identifiées. L'exploitant travaille également à résorber les non-conformités anciennes, en particulier sur la ligne UL3, la plus ancienne. Sur cette ligne, un travail important a été mené, et le nombre de non-conformités est ainsi passé d'environ 280 en 2022 à une cinquantaine en 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit poursuivre la résorption des non-conformités anciennes sur ses installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Moyens de secours contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 29.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis dans les installations et accessibles en toute circonstance. En particulier, l'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller à ce que les voies d'accès à l'établissement soient utilisables en tout temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par 3 poteaux d'incendie normalisés NFS. 61.213, implantés conformément à la norme NFS. 62.200 pouvant fournir un débit de 3 x 1 000 l/mn simultanément, sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures, situés à moins de 200 mètres de la partie de l'établissement la plus éloignée, mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps par les engins de secours, ou tout autre dispositif jugé équivalent par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours du Doubs ;</li> <li>- disposer d'extincteurs appropriés aux risques en particulier, à proximité des issues et des appareils électriques ; - disposer de moyens d'alerte des secours publics.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose sur le site de 3 poteaux incendie et d'une centaine d'extincteurs répartis dans les bâtiments.</p> <p>Le site est également équipé d'une détection incendie (détecteurs de fumée).</p> <p>Le dernier contrôle des poteaux incendie, réalisé le 04/09/2024, été examiné. Celui-ci indique que le poteau P1 délivre 150 m3/h et le poteau P2 130 m3/h, avec une pression statique de 7,5 bars. Le contrôle du poteau P3 n'a pas pu être fait du fait de l'impossibilité de connecter le système de mesure du débit. Lors de la visite des locaux, il a été constaté que le système de connexion de ce poteau était en effet difficilement accessible du fait de sa proximité avec une pente en enrobés.</p> <p>Le dernier contrôle des extincteurs, réalisé le 15/11/2024, a été examiné. 6 extincteurs ont été remplacés.</p> <p>Le dernier contrôle de la détection incendie, réalisé le 28/08/2024, a été examiné. Le rapport indique que la centrale d'aspiration AD1 pour la ligne UL5 est en dérangement. L'exploitant n'a pas su dire lors de la visite si ce point était corrigé, et si la détection fonctionnait. La détection incendie sur la ligne UL5 a été changée au 1er semestre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer de l'accessibilité au poteau incendie n°3 et vérifier que celui-ci délivre un débit de 60 m3/h.</p>

L'exploitant doit indiquer à l'inspection si le problème sur la détection incendie du bâtiment UL5 mentionné dans le rapport de contrôle est corrigé, et si la détection incendie est fonctionnelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 29.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ou point chaud dans les zones à risques ;</li> <li>- l'obligation du &lt;&lt; permis de travail &gt;&gt; pour les interventions en zones à risques ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions d'élimination ;</li> <li>- les moyens d'intervention en cas de sinistre, d'évacuation du personnel et d'appel des secours internes et externes ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une consigne générale à suivre en cas d'incendie, datée de 2009. Celle-ci indique notamment que les responsables d'unités sont chargés de réaliser les coupures d'énergie en cas d'incendie. Lors de la visite des locaux, une version de cette consigne datée de 2008 était présente sur une porte. L'exploitant est invité à vérifier si la consigne générale doit être mise à jour et à la diffuser sur le site.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un plan général des locaux au niveau des bureaux du site. Ce plan présente la localisation des moyens incendie et des organes de coupure d'énergie. Il a été constaté la présence, dans chaque bâtiment visité, d'un plan de ce type pour la zone concernée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Normes de rejets des effluents atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le tableau de l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2005 relatif aux normes de rejets</p>

atmosphériques est modifié et remplacé par le tableau suivant :

Installation concernée	Paramètre	Concentration en mg/Nm3 secs
UL3/UL4/UL5	Poussières	40
UL3/UL4/UL5	SO <sub>2</sub>	300
UL3/UL4/UL5	HF	5
Atelier de préparation des argiles	Poussières	40

**Constats :**

L'exploitant a présenté les résultats des contrôles des rejets atmosphériques réalisés en 2023 et 2024 pour les rejets des fours des installations UL3, UL4 et UL5 et de l'atelier de préparation des terres.

Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites d'émission (valeur max en HF mesurée de 3,19 mg/Nm3 sur UL5 en mai 2024 ; valeur max en SO2 mesurée de 186 mg/Nm3 sur UL5 en mai 2024 ; valeur max en poussières mesurée de 7,94 mg/Nm3 sur UL5 en mai 2024 ; valeur max en poussières mesurée de 0,36 mg/Nm3 pour l'atelier de préparation des terres en 2023). Les mesures ont été réalisées par SOCOTEC qui dispose des agréments ministériels pour les paramètres contrôlés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Consommation d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont en partie alimentées par le réseau urbain d'eau potable pour une consommation annuelle maximale de 70 000 m<sup>3</sup>

**Constats :**

La consommation d'eau du site pour l'année 2024 est de 26 273 m3.

En cas de sécheresse, le site serait donc soumis à l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : QUALITE DES EFFLUENTS REJETES**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des rejets du site intervenant dans le milieu naturel doit respecter au moins les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• température : &lt; 30 °C</li> <li>• pH : compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>• couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l</li> <li>• MES : &lt; 30 mg/l</li> <li>• HC totaux : &lt; 10 mg/l</li> <li>• DCO : &lt; 120 mg/l</li> <li>• N (Kjeldahl) : &lt; 15 mg/l</li> <li>• F : &lt; 15 mg/l</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le bilan des analyses des rejets d'eaux pluviales réalisées en 2023 et 2024. Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites d'émission sur l'ensemble des paramètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite des installations, il a été constaté qu'un fût, d'une contenance d'environ 200 l, de solvant de nettoyage était présent sans rétention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit s'assurer du stockage sur une rétention du fût de solvant.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 9 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2005, article 24.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite des installations, il a été constaté, dans le local des déchets huileux, une tache au sol, à proximité de la rétention de la cuve de stockage de ces déchets. Cette tache est située sous une gouttière reliée à la zone de déversement des déchets et semblant récolter les égouttures ou débordement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit modifier la configuration de la zone de stockage des déchets huileux afin d'empêcher le déversement de déchets hors de la cuve de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 49 - Etat des matières stockées.  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks des matières dangereuses avec les quantités maximum stockées et la localisation des stockages. Ce document recense également les huiles et lubrifiants, qui ne sont pas classés matières dangereuses. Par contre l'état ne comporte pas les quantités de matières combustibles non classées telles que les palettes ou cartons présents sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter son état des matières stockés en ajoutant les matières combustibles non dangereuses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 11 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La présence des FDS a été contrôlée, par sondage, pour 2 produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acticide BX (biocide)</li> <li>- KIMPE K01/03 (carbonate de baryum)</li> </ul> <p>L'exploitant possède les FDS qui sont facilement accessibles de manière informatique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;</li> <li>2) identification des dangers;</li> <li>3) composition/informations sur les composants;</li> <li>4) premiers secours;</li> <li>5) mesures de lutte contre l'incendie;</li> <li>6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;</li> <li>7) manipulation et stockage;</li> <li>8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;</li> <li>9) propriétés physiques et chimiques;</li> <li>10) stabilité et réactivité;</li> <li>11) informations toxicologiques;</li> <li>12) informations écologiques;</li> <li>13) considérations relatives à l'élimination;</li> <li>14) informations relatives au transport;</li> <li>15) informations relatives à la réglementation;</li> <li>16) autres informations.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les FDS consultées comportent les 16 rubriques réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Mesures de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/200</p> <p>Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La FDS concernant le biocide précise les moyens d'extinction suivants : Poudre d'extinction, CO<sub>2</sub>, mousse ou l'eau pulvérisée. Elle ne déconseille aucun produit extincteur.</p> <p>Des extincteurs de différents types sont répartis dans les locaux où peuvent être stockés les biocides.</p>

La FDS du carbonate de baryum indique que le produit est non-inflammable, et ne préconise pas de moyens d'extinction particulier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Conditions de stockage et de manipulation**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :  7.1.1 : recommandations de manipulation  7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;
<b>Constats :</b>  La FDS du carbonate de baryum indique de conserver le produit dans des conteneurs adéquats fermés, avec une plage de température de 5 - 30 °C. Il a été constaté en visite que celui-ci est stocké dans un réservoir de type silo, situé dans le bâtiment UL3, dans une rétention indépendante.  La FDS du biocide indique de conserver le produit dans son emballage d'origine et d'"éviter les rejets dans l'environnement par perte de confinement par l'utilisation d'un confinement secondaire adéquat". Il a été constaté en visite que le produit est stocké dans son contenant d'origine, de type GRV, et que le contenant est lui-même situé sur une rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Produits incompatibles associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  - article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».  - rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles  Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces

dangers
<p><b>Constats :</b></p> <p>La FDS du carbonate de baryum indique une incompatibilité avec les acides. Lors de la visite le stockage de ce produit est fait dans un réservoir isolé, sans autre produit.</p> <p>La FDS du biocide indique une incompatibilité avec les lessives, produits de réduction, produits forts d'oxydation et les produits nucléophiles. La majorité des contenants vus en visite étaient stockés sur une rétention indépendante. Un contenant était stocké sur une rétention commune avec un agent d'hydro et oléophobisation, qui ne présente pas ces caractéristiques (le produit comporte par ailleurs dans sa composition une faible proportion de biocide).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite